

Les différents plans de relance

FRANCE

Le plan de relance annoncé par le gouvernement français est à 26 milliards d'euros, soit 1,3 point de PIB. Celui-ci se décompose en 10,5 milliards d'euros d'investissement public, 11,4 milliards de soutien à la trésorerie des entreprises, 2 milliards d'aides aux secteurs du logement et de l'automobile, 1,2 milliard pour les mesures de renforcement des politiques actives de l'emploi et d'incitation à l'embauche dans les entreprises de moins de 10 salariés et enfin 800 millions pour le versement d'une prime de solidarité active pour les futurs bénéficiaires du RSA. Certaines dépenses (mensualisation du remboursement de crédit de TVA, soutien à l'investissement des collectivités locales, ...) ne pèsent pas sur le déficit public au sens de Maastricht. De plus, selon nos calculs, sur les 8 milliards d'euros d'investissement public programmés (hors plan de soutien à l'investissement des collectivités locales), 5 milliards seulement seraient dépensés en 2009. Au final, ce plan creuserait le déficit public *ex ante* de 15,8 milliards en 2009 (0,8 point de PIB) et de 11,3 milliards *ex post* (0,6 point de PIB).

Ce plan de relance apporterait un supplément de croissance de 0,5 point de PIB sur l'ensemble de l'année 2009 en raison de la non-possibilité de lancer l'ensemble des programmes d'investissement au 1^{er} janvier 2009 et du fait que les remboursements des créances des entreprises sur le Trésor, qui creusent ponctuellement le déficit public du montant remboursé, ont un impact beaucoup plus faible sur l'activité (équivalent à un prêt à taux 0 % mais avec un effet multiplicateur fort en période de restriction quantitative du crédit). Les autres mesures programmées (aides sectorielles, politique de l'emploi et incitation à l'embauche, prime RSA) fourniront leurs effets en 2009. La mise en place d'un plan de relance pour 2009 creuserait davantage le déficit public (0,6 point de PIB *ex post*) qui atteindrait alors 4,7 %. Le plan de relance, principalement orienté sur l'investissement public, permettrait à l'économie française de gagner 0,5 point de PIB en glissement annuel en 2009 (0,3 % en moyenne annuelle). La dette publique passerait de 63,9 % du PIB en 2007 à 65,7 % en 2008 et 69,2 % en 2009.

Tableau 1 : Répartition trimestrielle du plan de relance en 2009

	T1	T2	T3	T4
<i>Plan de relance (en milliards)</i>	1,7	2,9	2,7	3,2
Investissement public	0,5	1,0	1,5	2,0
Soutien à la trésorerie des entreprises	0,6	0,6	0,6	0,6
Aide aux secteurs	0,4	0,4	0,4	0,4
Politiques actives de l'emploi et incitations à l'embauche	0,2	0,2	0,2	0,2
Prime de solidarité active aux futurs bénéficiaires du RSA	0	0,64	0	0
<i>Plan de relance en point de PIB</i>	0,09	0,14	0,14	0,16

Tableau 2 : Résumé des perspectives 2009 une fois intégré le plan de relance

	2009				2009*
	T1	T2	T3	T4	
PIB	-0,2	0,1	0,1	0,2	-0,3
Taux de chômage	7,9	8,0	8,1	8,2	8,1
Solde des APU					-4,7

* En moyenne annuelle

Sources : Dossier de presse du discours du Président de la République à Douai le 4 décembre 2008, estimation OFCE.

ITALIE

Le plan de relance italien, très éloigné des montants annoncés, se réduit comme peau de chagrin. Des 6,5 milliards annoncés sur 2009, seulement 4,4 peuvent être considérés comme des nouvelles dépenses, pour les autres il s'agit de réallocations d'autres postes de bilan. 3,7 milliards (0,2 point de PIB) de dépenses supplémentaires en faveur des ménages (crédits d'impôt pour enfant à charge, déductions supplémentaires, hausse de la couverture chômage et baisse des tarifs) couplés à 1,4 milliards (0,1 point de PIB) d'investissements principalement en infrastructures de transport. Les mesures en faveur des entreprises prennent principalement la forme de réductions d'impôts permanentes et temporaires (baisse de l'acompte au titre de l'IS, déduction d'une partie des coûts du travail de l'IS, report du versement de la TVA) pour un montant de 1,3 milliard (0,1 point de PIB). Mais ces dépenses supplémentaires s'accompagnent de 5,3 milliards d'augmentation d'impôt visant principalement les entreprises (0,3 point de PIB) pour un effet nul, voire légèrement restrictif, du plan de relance.